L'effort de guerre. Approvisionnements, mobilisation matérielle et armement ^{XIV^e}-^{XX^e} siècles

Guy Lemarchand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/2217>
DOI : 10.4000/ahrf.2217
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2005
Pagination : 182-183
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « L'effort de guerre. Approvisionnements, mobilisation matérielle et armement ^{XIV^e}-^{XX^e} siècles », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 341 | juillet-septembre 2005, mis en ligne le 27 avril 2006, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/2217> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.2217>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

L'effort de guerre. Approvisionnements, mobilisation matérielle et armement XIV^e-XX^e siècles

Guy Lemarchand

RÉFÉRENCE

Jean-Paul ROTHOT, dir., *L'effort de guerre. Approvisionnements, mobilisation matérielle et armement XIV^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions du CTHS, 2004, 225 p., ISBN 2-7355-0562-6, 18 e.

- 1 Cet ouvrage collectif est le recueil des actes du 127^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Nancy en avril 2002, pour la section d'histoire moderne et contemporaine. Il comporte, après une introduction de J.-P. Rothot, douze communications dont six sont situées dans le champ chronologique des A.H.R.F.
- 2 Remarquant que la mobilisation de plusieurs centaines de milliers d'hommes à laquelle est parvenue le gouvernement révolutionnaire dans les années 1792-1794 et les victoires militaires qui ont suivi n'ont pas pu reposer sur le seul enthousiasme des citoyens, souvent réticents à se faire enrôler, Michel Biard étudie sur le plan national le rôle des représentants du peuple en mission qui ont été les principaux artisans de la mise en place de l'organisation indispensable. Il prolonge ainsi le travail qu'il avait publié en 2002 sur les *Missionnaires de la République*. Sous l'autorité de la Convention, on peut distinguer d'abord les missions « généralistes », qui sont le plus souvent amenées à intervenir dans les questions intéressant l'effort de guerre. Il s'agit, en premier lieu, de rassembler les subsistances pour les soldats en opérant des réquisitions ; celles-ci se heurtent aux achats de denrées nécessaires au ravitaillement des villes, le système de répartition de la France en arrondissement adopté par le Comité de salut public, en décembre 1793, diminuant le désordre des débuts de l'économie dirigée improvisée en

quelques mois. Seconde tâche : recenser les chevaux pour la cavalerie et les transports, ce qui est mal accueilli par les agriculteurs. Enfin, il y a la récupération des métaux, plus populaire et, ici ou là, la création de petites unités de fabrication d'armes légères. Ensuite s'ajoutent les missions spécialisées pour la production d'armements, soit occasionnelles sur un site précis, soit de longue durée, soit même s'inscrivant dans un plan national comme celui décidé en février 1794 pour créer de nouvelles forges, ce qui suppose de mobiliser des techniciens et des ouvriers, ainsi que de désigner les forêts qui fourniront le combustible, le tout à coup de mesures autoritaires.

- 3 Spécialiste des sociétés populaires, Danièle Pingué compare l'action des clubs dans deux régions différentes : la Haute-Normandie, où leur implantation a été forte et la population largement ralliée à la Révolution, et la Franche-Comté, où ils ont été peu nombreux et les habitants réticents en 1793-1794. Dans les deux cas cependant, vis-à-vis des problèmes de la guerre, les sociétés ont eu le même comportement et la même activité. À l'instigation du gouvernement, elles ont veillé à l'application des lois, en particulier pour les réquisitions de denrées, la propagande pour la culture de la pomme de terre, la récolte du salpêtre. Elles ont aussi collecté des dons en nature pour les soldats. Dans le centre textile renommé d'Elbeuf, le club tenu par les fabricants a cherché à dépister les draps pour les uniformes de mauvaise qualité et à renforcer la discipline des ouvriers. À Saint-Claude, la société a mis en place une fabrique d'acier qui échouera. Jean-Paul Rothiot décrit le système de réquisition des céréales et fourrages dans le département des Vosges, région patriote qui fournit de nombreux volontaires lors des quatre levées de 1791 à 1793. Des magasins militaires ont été établis en 1793, qui passent des achats libres aux réquisitions en juillet, les districts, sous l'autorité des représentants en mission, étant à l'initiative à partir de décembre 1793. Pour les céréales panifiables en 1793, 70 % des demandes ont été satisfaites, mais les versements sont plus réduits en 1794 à cause de la mauvaise récolte de l'année précédente. Pour l'avoine, où le prélèvement a dépassé la moitié de la production du département, en 1793, 52 % a été fourni, mais moins en 1794. Pour les transports, les difficultés ont été grandes, le prix payé par l'administration étant jugé trop bas par les agriculteurs et la charge exigée effectivement lourde.
- 4 Dans une région essentielle pour la métallurgie du fer, le Dauphiné, Robert Chagny a suivi la constitution et l'activité de la fabrique de fusils créée par le Département de l'Isère, à la suite du décret du 23 août 1793 impulsant la production de fer pour la guerre. Sous le contrôle des représentants en mission, une entreprise fut créée, fondée sur trois sites de mines et forges dans la montagne, la finition et le montage des armes étant assurés à Grenoble dans un couvent bien national. Le Comité de salut public marquant son hostilité à une régie qu'il juge trop dispendieuse pour les finances publiques, la fabrique a reçu le statut de société privée par actions, réunissant 300 actionnaires de la région, passant contrat avec l'État, recevant la jouissance de forêts et bâtiments nationaux, et fournissant un apprentissage aux jeunes ouvriers. Mais la mise en vente à la fin de 1795 des coupes de bois par le Directoire à la recherche de ressources budgétaires entraîna la dissolution de la manufacture en 1797. Activité développée depuis le ^{xvi}^e siècle, l'extraction et la taille de la pierre à fusil dans la vallée du Cher, analysée par Roger Dupuy, a conduit à la multiplication des puits de mines dans des lopins de terre ; à la fin du ^{xviii}^e siècle, elle donne une production de 40 millions de pierres par an, d'un matériau particulièrement dur et réputé dans toute l'Europe. Les caillouteurs, qui descendent à plusieurs mètres dans le sol et établissent des galeries, écoulent le produit taillé à six grossistes qui assument les transports et la

vente lointaine. L'État achète la meilleure production par un commissaire de guerre sous l'Ancien Régime et, sous la Convention, par un agent désigné par le Comité de salut public. L'exportation, suspendue pendant les guerres du XVIII^e siècle, l'est à nouveau en 1792-1795. Après 1830, le trafic décline lentement devant l'utilisation de la capsule de cartouche qui remplace la pierre.

- 5 Éric Saunier donne le tableau des effets sociaux de la crise qui sévit dans les ports océaniques avec l'exemple du Havre. À la veille de la Révolution, la ville qui ne comporte guère de privilégiés, est partagée entre un négoce qui a fondé sa richesse sur le commerce colonial, et des classes populaires liées à l'activité portuaire, sans qu'il y ait de couches moyennes notables d'administrateurs, d'hommes de justice, ni d'artisans ou d'industriels. Devant l'effondrement du commerce maritime, le Directoire et l'Empire se sont lancés dans une politique de grands travaux qui occupent une main d'œuvre importante. S'est développé alors un débat, dans les élites, entre les partisans d'une certaine déréglementation et une majorité de négociants attachés à la police traditionnelle. Le seul conflit notable depuis 1789, et même depuis la Régence, éclate en 1808 ; il s'agit d'une grève de quelques jours et sans violence pour l'augmentation des salaires. Le fait survient après une série d'incidents limités qui révèlent des changements de mentalité chez les ouvriers. Il s'agit de vols, insultes et rixes qui montrent une méfiance croissante envers les étrangers et surtout envers les horsains en plus grand nombre qu'autrefois ; arrivés pour travailler sur les chantiers nouveaux, et provenant en particulier du Calvados, ils pèsent sur les taux de salaires. Au même moment, le négoce tend à se fermer aux nouveaux venus. Dans une telle société en rétractation la crise de subsistances de 1812 frappe également durement.
- 6 Ce qui frappe dans ces communications, c'est le pragmatisme des dirigeants révolutionnaires qui cherchent avant tout à armer le plus vite et le plus complètement possible une armée aux effectifs jamais atteints auparavant, cela sans trop se soucier des modalités juridiques des fabrications mises sur pied, capitalisme d'État ou capitalisme privé. Et la pénurie financière les fait pencher vers la deuxième solution qui a, en outre, l'avantage politique de ménager la bourgeoisie d'affaires. En même temps, ils cherchent à utiliser les progrès scientifiques, loin de cet obscurantisme qui leur a été reproché à propos de la mise en sommeil des sociétés savantes. Évidemment les prélèvements effectués sur la production civile, comme le montre l'exemple des Vosges, n'ont pas favorisé la croissance.